

# KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2013, n°01

10 septembre 2013

Institut National de la Statistique (INSTAT)

## SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
  - ◇ INSTAT
  - ◇ DRPSIAP
  - ◇ CPS
  - ◇ AUTRES STRUCTURES
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Le Bilan céréalier est un instrument de mesure de la sécurité alimentaire dans les pays du Sahel qui sont caractérisés par une crise alimentaire due aux aléas climatiques le plus souvent défavorables pour assurer une bonne campagne agricole.

Le bilan céréalier prévisionnel en tant qu'outil de prévention permet d'orienter les décideurs par rapport aux stratégies à mener pour atténuer les effets lors des campagnes agricoles déficientes ou au contraire développer d'autres stratégies le cas échéant.

## Editorial

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le second numéro du « KHI-DEUX », un bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali. Ce bulletin entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du deuxième trimestre 2013. A cette fonction de diffusion des informations sur les activités statistiques nous avons choisi d'ajouter deux rubriques plus spécifiques dans ce bulletin. La première est « Le Dossier du trimestre » qui se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques. Pour ce deuxième numéro, la rubrique traite du thème

« Le Bilan céréalier, un instrument statistique au service de la prévision des crises alimentaires et de la gestion des excédents de production céréalières » pour donner son importance dans le dispositif de sécurité ali-

des résultats de la campagne agricole.

La seconde rubrique, intitulée « Les utilisateurs et nous », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordé à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques pour aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs. Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Madame COULIBALY née Salimata DIARRA, 1ère Vice Présidente du Conseil National de la Société Civile (CNSC) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.



Seydou Moussa TRAORE  
Directeur Général de l'INSTAT.

mentaire d'une part et d'autre part expliquer la méthode de construction du bilan, les utilisations qui en sont faites notamment les types de décisions à prendre par le Gouvernement au regard

**Dossier du trimestre. Bilan céréalier : un instrument statistique au service de la prévision des crises alimentaires et de la gestion des excédents de productions céréalières.**

### *A quoi sert le bilan céréalier ?*

Le Mali souffre de crises alimentaires à des périodicités de plus en plus réduites à cause de sa trop forte dépendance des aléas climatiques. Les crises alimentaires que le pays a connu en 1973, 1984 et 2005, marquent encore les esprits. C'est pour les atténuer voire les endiguer, que le pays, à l'instar des autres pays du

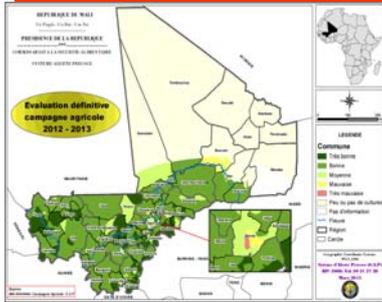
Sahel a mis en place un système de collecte de données agricoles pour l'élaboration d'un outil de prévention appelé bilan céréalier prévisionnel, disponible généralement pendant la première décennie du mois d'octobre.

Le bilan céréalier peut être considéré comme un réducteur du bilan alimentaire qui est une identité comparable entre les disponibilités

alimentaires et leurs utilisations.

En effet, ce dernier se définit comme une photographie de la composition des approvisionnements et des utilisations alimentaires d'un pays durant une période de référence. Il indique pour chaque produit (primaire ou transformé), les sources d'approvisionnement et leurs utilisations.

Comme pour le bilan céréalière, il est possible de construire un bilan alimentaire prévisionnel mais ceci nécessite la prise en compte des données relatives à tous les produits alimentaires à un moment donné, exercice que le sous système de statistiques agricoles ne peut pas satisfaire efficacement à l'heure actuelle. Et comme l'essentiel des besoins alimentaires des pays du Sahel sont constitués de céréales, il est donc fait du bilan céréalière prévisionnel une approximation de la situation alimentaire des populations.



Les bilans céréalières issus des statistiques fiables peuvent aider dans le choix des stratégies, mais aussi, la préparation et la mise en œuvre en rapport avec les départements ministériels concernés, des mesures visant à assurer une pleine couverture des besoins du pays .

#### Comment est-il construit ?

Pour le bilan céréalière prévisionnel, les disponibilités sont la production disponible de céréales au niveau national et les stocks de céréales au moment de l'ouverture de la campagne (le 1<sup>er</sup> novembre). Elles sont essentiellement issues de l'Enquête agricole de conjoncture (EAC).

Les céréales concernées au Mali sont le riz, le blé/orge, le mil, le sorgho, le maïs et le fonio. Ces céréales sont traitées en trois groupes homogènes : riz, blé/orge et céréales sèches ou autres céréales (mil, sorgho, maïs et fonio). Mais leur production n'est pas utilisée en l'état car elle correspond à la production bord-champ.

Il faut donc y enlever les pertes post récoltes et au moment de la transformation et la partie utilisée pour les semences (soit environ 40% pour le riz paddy et le blé et 15% pour les autres céréales). Ce qui donne la production disponible.

Les stocks sont constitués de ceux détenus par les paysans et les autres stocks (Stocks National de Sécurité, stocks des commerçants, de l'OPAM, des autres organismes nationaux et internationaux qui interviennent dans la sécurité alimentaire). Ils sont évalués à l'ouverture de la campagne.

Les besoins sont mis de l'autre côté de la balance face aux disponibilités. Ils comprennent la consommation humaine, la consommation animale, les stocks paysans et les autres stocks

de clôture. La consommation humaine est évaluée sur la base des normes établies en général à partir des données des enquêtes budget consommation des ménages.

Quant à la consommation animale, malgré sa pertinence au Mali à la suite de son utilisation de plus en plus accrue dans l'embouche et l'aviculture, elle n'est pas encore prise en compte. Pour ce qui concerne les stocks de clôture, la logique veut bien qu'ils soient prévus en fin de campagne car ils sont rarement nuls malgré la ponction qu'ils subissent : les paysans gardent toujours des stocks pour leur sécurité alimentaire et sociale, les organismes cités ont généralement des stocks de sécurité mais le seul problème est de pouvoir les prévoir dès le début de la période couverte par le bilan. La technique recommandée par le Comité inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) est l'utilisation de la moyenne des séries de données des cinq dernières années des bilans ex post en l'absence d'une autre méthode d'estimation plus robuste.

La balance entre les disponibilités et les besoins aboutit soit à un excédent ou à un déficit céréalière brut et c'est à ce niveau qu'interviennent les importations (importations commerciales et aides alimentaires) et les exportations issues des statistiques du commerce extérieur.

En effet, l'économie étant ouverte, il faut toujours tenir compte de la logique du marché: même si le pays est globalement excédentaire, il ne l'est pas pour toutes les céréales et pour toutes les zones géographiques.

En cas de déficit aussi, toutes les zones ne le sont pas et certains acteurs de la vie économique tirent leurs revenus du commerce transfrontalier par exemple.

Les importations et les exportations prévisionnelles sont estimées par la même méthode que les stocks de clôture.

Rappelons que les aides alimentaires figurent de moins en moins au bilan du Mali depuis plus d'une décennie car la plupart des partenaires préfèrent l'achat des céréales locales. Comme pour la production brute, les importations de farine (blé et maïs en général) font l'objet de conversion mais dans le sens contraire (de l'état farineux à celui granuleux) avant leur insertion dans le bilan. Au déficit/excédent brut est ajouté le solde import/export, ce qui donne l'excédent ou le déficit net pour chaque groupe de céréales. Enfin, il est calculé un indicateur comparé à la norme de consommation qui est la disponibilité apparente par personne et par an. On constate ces dernières années un déficit chronique du riz et du blé mais un excédent pour les autres céréales prises globalement.

#### Comment l'utilise-t-on ?

C'est au vu de ces résultats que les décisions qui s'imposent sont prises pour assurer la sécurité alimentaire des populations. En cas de déficit il peut être décidé soit d'importer plus de produits alimentaires (à des prix subventionnés ou non), soit en faisant recourir à l'aide alimentaire soit à travers d'autres mesures alternatives comme l'intensification des cultures de contre saison. En cas d'excédent, les mesures peuvent aller soit dans le sens de la reconstitution de stocks de sécurité (stock national de sécurité, banques de céréales) afin d'éviter un effondrement des prix au producteur, soit en recourant aux exportations dans la sous région ; plusieurs pays limitrophes étant structurellement déficitaires en céréales. Ces décisions doivent reposer sur des statistiques fiables issues des sources de collecte crédibles comme l'Enquête Agricole de Conjoncture, l'Enquête Budget Consommation... afin d'attirer l'attention des décideurs et des partenaires.

## Annexe 1 : Notes sur le bilan céréalier

1. Il est aussi établi le bilan céréalier ex post qui fait l'état de réalisation du bilan prévisionnel. Le bilan ex post a aussi ses utilisations qui ne seront pas abordées dans cet article.
2. La période de couverture du bilan va du 1<sup>er</sup> novembre de l'année N au 31 octobre de l'année N+1. Cette période n'est pas fortuite. Elle correspond à la fin théorique de consommation des principales disponibilités de l'année N (productions céréalières disponibles) et au début de celles de l'année N+1
3. La dernière enquête du genre remonte à l'EMEP 2001 et les consommations entre les groupes de céréales (riz, blé/orge et autres céréales) n'étant figé à cause des changements des habitudes alimentaires -l'urbanisation poussant à consommer plus de riz et de blé-le CILSS a recommandé une méthode de calcul qui consiste à recalculer chaque année, à partir des bilans ex-post, les normes pour le riz et blé et à déduire celle des autres céréales dites sèches par solde. Ainsi la norme de 214 kg a été décomposé en 2013 par la CPS/SDR comme suit : 81,64 kg pour le riz, 9,86 kg pour le blé/orge et 122,53 kg pour les autres céréales (rapport EAC 2012/2013, CPS/SDR-INSTAT).
4. Les taux de conversion varient selon les différents états.

## Les formules suivantes donnent le résumé du bilan céréalier

- $(\text{Production disponible} + \text{Stocks d'ouverture}) - (\text{Consommations} + \text{Stocks de clôture}) = \text{Excédent (Déficit) brut}$  ;
- $\text{Excédent (Déficit) brut} + (\text{Importations} - \text{Exportations}) = \text{Excédent (Déficit) net}$  ;
- $\text{Disponibilité apparente (kg/ht/an)} = (\text{Production disponible} + \text{Solde importations-exportations}) / \text{Population en milieu de l'année (30 avril de l'année n+1)}$ .

## Annexe 2 : Bilan prévisionnel de la campagne 2012/2013.

Unité : millier de tonnes (sauf indication contraire)

Postes	Riz	Blé et orge	Céréales sèches	Total
Population au 30/04/2013 (ht)				16 723 269
<b>1 Disponibilité</b>	<b>1230,23</b>	<b>37,86</b>	<b>4244,74</b>	<b>5512,82</b>
Production brute	1 914,87	40,071	4719,49	6674,43
<b>Production disponible</b>	<b>1189,13</b>	<b>34,06</b>	<b>4011,57</b>	<b>5234,76</b>
<b>Stocks au 01/11/12</b>	<b>41,10</b>	<b>3,795</b>	<b>233,172</b>	<b>278,066</b>
Stocks paysans	38,65	0,00	225,13	263,787
Autres stocks	2,45	3,79	8,04	14,279
<b>2 Besoins</b>	<b>1459,29</b>	<b>167,90</b>	<b>2350,93</b>	<b>3978,11</b>
Norme de consommation (kg/ht/an)	81,61	9,86	122,53	214
<b>Consommation humaine</b>	<b>1364,79</b>	<b>164,89</b>	<b>2049,10</b>	<b>3578,78</b>
<b>Stocks finaux</b>	<b>94,5</b>	<b>3,005</b>	<b>301,826</b>	<b>399,33</b>
Stocks paysans	74,31	0,02	282,546	356,87
Autres stocks	20,19	2,99	19,28	42,46
<b>3 Excédent (+) Déficit (-) brut</b>	<b>-229,05</b>	<b>-130,04</b>	<b>1893,81</b>	<b>1534,71</b>
<b>4 Solde import-export</b>	<b>166,43</b>	<b>83,40</b>	<b>0,28</b>	<b>250,11</b>
Importations commerciales prévues	165,04	100,59	0,31	265,94
Aides prévues	2,44	0,00	4,18	6,62
Exportations prévues	1,05	17,19	4,21	22,45
<b>5 Excédent (+) déficit (-) net</b>	<b>-62,63</b>	<b>-46,64</b>	<b>1894,09</b>	<b>1784,82</b>
<b>6 Disponibilité apparente (kg/ht/an)</b>	<b>83,52</b>	<b>7,25</b>	<b>253,84</b>	<b>344,61</b>

Source : Rapport sur le bilan de la campagne agro-pastorale 2011-2012 et les résultats provisoires de la campagne agro-pastorale 2012-2013 (Cellule de Planification et de Statistique- CPS/SDR et Institut national de la Statistique- INSTAT).

## ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL



Formation sur les techniques documentaires du SSN, Juin 2013



L'INSTAT avec le développement de l'utilisation des statistiques vise à assurer le partage de l'information par l'analyse des données et sa diffusion élargie.



### INSTAT

Dans le domaine des statistiques d'entreprise l'INSTAT a publié et mis à la disposition des utilisateurs, le Répertoire des entreprises 2011.

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, l'INSTAT a fait les publications suivantes :

- Note de conjoncture du 1er trimestre 2013,
- Bulletin de conjoncture du 1er trimestre 2013,

Le rapport final de l'enquête agricole de conjoncture pour la campagne 2012-2013 est également disponible. Il est le fruit de la collaboration entre l'INSTAT et la CPS du secteur Développement Rural.

Dans le domaine des statistiques du commerce extérieur, l'INSTAT a publié :

- le Bulletin du commerce extérieur du 1<sup>er</sup> trimestre 2013,
- les statistiques du Commerce extérieur du Mali de 2011 et de 2012.

Ces différentes publications sont accessibles sur place à l'INSTAT ou sur le site web de l'Institut.

L'INSTAT en collaboration avec la CPS Equipement et Transport a finalisé l'étude « Situation de référence et évaluation à mi-parcours du Projet Section de route point Y – Woyowayanko » financée par la BAD.

### L'INSTAT a participé du :

- 1er au 19 avril 2013 à Dakar à la réunion du comité Directeur d'Afristat sur la Démographie, Genre et Société ;
- 14 au 20 avril 2013 à Lomé à la formation régionale de mise à niveau sur EUROTRACE (Statistique du commerce extérieur de la CEDEAO) ;
- 27 avril au 4 mai 2013 à Yaoundé à la réunion du groupe Panafricain sur l'emploi et le secteur informel (GESIA) ;
- 23 mai au 28 juin 2013 au Québec au Programme International de Formation en Evaluation du Développe-

ment (PIED) ;

- du 3 au 7 juin 2013 à Niamey à l'atelier pour le renforcement des capacités des Experts des Etats membres d'Afristat sur les indicateurs Sciences, Technologie et Innovation (STI) au niveau régional ;
- 2 au 14 juin 2013 à Tunis à la formation sur « Gestion Macroéconomique et Politique budgétaire » ;
- 9 au 16 juin 2013 à Dakar à la réunion des Comptes Nationaux de Coordination/Comités Nationaux de Politique Economique (CNC/CNPE) sur le mécanisme de la Surveillance Multilatérale ;
- 4 au 23 juin 2013 à Beijing au séminaire sur la statistique et la pratique de la réduction de la pauvreté par des projets de développement ;
- 12 au 16 juin 2013 à Tunis à l'atelier régional NADA sur la diffusion des enquêtes et des micros données ;
- 16 au 23 juin 2013 à Dakar à l'atelier de formation sur les systèmes d'informations géographiques à l'aide du logiciel QUANTUM ;
- 9 au 16 juin 2013 à Dakar à la réunion de validation des indicateurs de la convergence CEDEAO avec pour objet la Surveillance multilatérale des Economies des Etats membres de la CEDEAO ;
- 2 au 8 juin 2013 à Abidjan à l'Atelier du Groupe Technique Régional des Etats Membres de l'UEMOA sur CountryStat en vue d'asseoir les bases d'un cadre régional de coordination du système statistique sectoriel sur l'agriculture, le secteur rural et l'alimentation.

Dans le domaine du renforcement des capacités, l'INSTAT a participé à :

- la session de formation sur les techniques documentaires du 22 mai au

4 juin 2013 ;

- la session de formation sur l'informatique documentaire du 10 au 21 juin 2013.

Ces deux sessions organisées par l'INSTAT et financées par l'UE à travers le projet GOPA visaient à rendre opérationnelles les unités d'informations de l'INSTAT, des CPS Santé, Education, de la Cellule Technique CSLP et de la DNPDP.

L'INSTAT en partenariat avec l'ASDI a réalisé la formation des membres des organes d'élaboration du SDS 2ème Génération en Planification stratégique.

Cette session d'une semaine financée sur le budget d'élaboration du SDS visait à renforcer les capacités des membres des Organes en Panification Stratégique.

L'INSTAT en partenariat avec l'ASDI a procédé pendant une semaine, au diagnostic du Système Statistique National dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso sur financement du budget d'élaboration du SDS.

L'INSTAT a organisé au CICB l'atelier sur la Revue du Schéma Directeur de la Statistique ayant pour objet de faire le point de l'état d'exécution des recommandations de la revue 2012, d'examiner, d'enrichir et de valider le Programme Statistique Minimum 2013-2014 et enfin d'identifier les problèmes auxquels a été confronté le SSN en 2012 et de proposer des solutions idoines.

L'atelier financé sur budget national a regroupé les acteurs du SSN.

L'INSTAT a enregistré l'arrivée de 13 nouveaux agents dont 10 de catégorie A et 3 de catégorie B.

## ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

### DRPSIAP

La DRPSIAP de Kayes en partenariat avec la commune rurale de Hawa Dembaya a réalisé l'étude socio économique d'élaboration du Plan Stratégique d'Assainissement de ladite commune.

Financée par le Bureau d'Etude Technique et d'Aménagement (SETA), l'étude avait pour objectif principal le dépouillement de l'enquête socio économique portant sur 124 ménages de la Commune de Hawa Dembaya.

Elle a également participé à la session ordinaire de la Commission Régionale PARAD en vue de la validation du rapport provisoire du 1<sup>er</sup> trimestre 2013. Cette session d'une journée placée sous la présidence du Gouvernorat de Kayes, a été financée par le Budget National.

Le Service a enregistré l'arrivée d'une Secrétaire d'Administration.

La DRPSIAP de Sikasso a participé à l'atelier de dissémination du round 5 de l'enquête « Le citoyen, l'Etat et la Corruption » qui s'est tenu au Conseil Régional de Sikasso. L'atelier avait pour objet de s'approprier des résultats de cette enquête.

Elle a également participé à l'atelier national de partage d'expériences sur le pilotage de la Base OISE. L'atelier qui s'est tenu à Ségou a regroupé les préfets, les DRPSIAP et certains SLPSIAP.

La structure a enregistré l'arrivée d'un cadre B.

La DRPSIAP de Mopti a participé aux travaux du Comité de Pilotage de la Cellule Système d'information géographique (SIG) du Conseil Régional de Mopti pour faire le bilan des activités menées par la Cellule SIG.

La rencontre a eu lieu à Mopti et a regroupé le Conseil Régional, les Services Techniques Régionaux et la Cellule SIG sur financement de la Coopération Décentralisée Illes et Vilaine.

Dans le domaine de la décentralisation, la DRPSIAP a publié en juin 2013, les Indicateurs du

Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PARADERE) du 2ème trimestre 2013.

Cette publication trimestrielle, accessible en copie dure et fichier électronique, permet de juger les performances des Collectivités Territoriales de la Région.

Comme appui technique, la DRPSIAP, en partenariat avec la Direction Régionale de la Santé de Mopti a procédé pendant trois jours à la validation de l'Annuaire Statistique Sanitaire de la Région de Mopti au titre de l'année 2011.

Elle a pris part pendant trois jours, aux assises du Comité Régional d'Orientatation de Coordination et d'évaluation du PRODESS (CROCEP) en vue de l'évaluation du PRODESS dans la Région de Mopti au titre de l'année 2012.

La DRPSIAP de Mopti a enfin participé pendant deux jours, à l'atelier de restitution des analyses thématiques des données du 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH-2009) qui avait pour objet la restitution des analyses thématiques des données du 4ème RGPH.

La collecte des données se poursuit pour la publication de l'annuaire statistique régional 2013.

La DRPSIAP de Kidal a participé à l'atelier de capitalisation de la stratégie de rapportage du programme national d'appui aux collectivités territoriales (PNACT III) en vue de partager le rapport de mise en œuvre du PNACT III en lien avec la Base OISE produit par la région de Ségou et de sa répliation dans toutes les régions. L'atelier qui s'est tenu à Bamako sur financement du PACT - GTZ, a regroupé les services centraux et régionaux du MATDAT, les DRPSIAP, les SLPSIAP et la Société civile.

La DRPSIAP de Bamako a organisé l'atelier de validation de l'Annuaire Statistique 2011 du District de Bamako en vue de partager avec l'ensemble des acteurs intervenant dans la chaîne de production et d'utilisation des données statistiques, les informations contenues dans l'annuaire.

La rencontre qui s'est tenue au Centre du secteur Privé de Bamako sur financement de l'UNFPA a regroupé les Services Techniques Régionaux, les CPS, la DNP, la DNP, l'INSTAT, l'ANAC, l'OMATHO, la Météo, la Poste, etc.

La DRPSIAP a donné un appui au processus de distribution de la carte NINA en partenariat avec le MATDAT.

Cet appui de deux jours avait pour objet de partager les expériences en vue de contribuer à distribuer le maximum de cartes avant les élections.

La DRPSIAP de Bamako a participé à l'organisation du Concours d'Entrée dans les Ecoles Africaines de Statistique en collaboration avec la Direction Nationale de l'Enseignement Supérieur.

Rappelons enfin que dans leur ensemble, les DRPSIAP ont participé aux opérations spéciales comme l'EMOP financée sur budget national pendant 12 mois et dont l'objectif est de produire des indicateurs pour le suivi de la mise en œuvre du CSCR et des OMD.

Elles ont aussi pour la plupart participé aux activités de l'EAC en partenariat avec les structures du Développement rural en vue de produire des données sur ce secteur.



Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.

## ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

### CPS

La CPS du secteur Industrie, Commerce, Artisanat, Emploi et Promotion des Investissements (SICAPEIP) avec l'appui technique et financier de l'ONUDI a réalisé une enquête auprès des investisseurs au Mali en vue de recueillir des données sur les principaux secteurs et d'analyser les caractéristiques générales des investisseurs.

L'opération qui a duré 3 mois a été financée à hauteur 6494 \$US.

Elle a procédé à la validation de l'annuaire statistique 2011 au Centre de Perfectionnement et de Reconversion de l'ANPE. L'atelier financé par UMOCI avait pour objet l'examen des données des secteurs concernés et a vu la participation de toutes les structures du MCI et du SSN.

La CPS/SICAPEIP sur financement BSI a également procédé à la validation finale de la revue des projets et programmes des Ministères de l'Artisanat et du Tourisme, du Commerce et de l'Industrie ainsi que de l'Emploi et de la Formation Professionnelle avec la participation des cadres de ces ministères et ceux du SSN.

La dite CPS a enregistré le départ d'un cadre A et l'arrivée de 2 cadres A et 1 cadre B.

La CPS du secteur Culture et Jeunesse a procédé le 25 juillet 2013 à la publication de l'annuaire 2012 dans les domaines de la culture, de la jeunesse et du sport. Ce document est accessible sur support papier.

Elle a enregistré l'arrivée d'un cadre A et d'un agent de catégorie C. Enfin le Ministre de la Culture a visité les locaux de la CPS le 3 juin 2013.

La CPS du secteur Coopération et Intégration a procédé à la validation de l'Annuaire Statistique 2011 de son secteur dans la salle de Conférence du MAE-CI.

Financé sur budget national, l'atelier a vu la participation des structures du SSN (CPS, l'INS-TAT etc.) et les PTF.

Cet annuaire diffusé en juin 2013 porte sur les statistiques du département central des affaires étrangères, du département des maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine, les missions diplomatiques et consulaires du Mali à l'extérieur, les missions des ambassades étrangères accréditées au Mali et sur les migrations au Mali.

Le document est accessible en format électronique et copie dure.

La CPS du secteur Coopération/Intégration a bénéficié d'une mission d'appui dans le cadre de l'élaboration de la base de données sur les migrations au Mali et son alimentation à travers un mécanisme de collecte.

Un expert informaticien international a été mobilisé pendant 20 jours par le CI-GEM en vue de finaliser l'application informatique.

La CPS a enregistré le départ d'un Conseiller des affaires étrangères et l'arrivée d'un ingénieur et d'un technicien de la statistique.

La CPS Mines et Energie avec l'appui financier du PASE (Programme d'Appui au Secteur de l'Energie), a produit les annuaires statistiques ;

- 2011 du secteur Energie ;
- 2011 du secteur Mines et l'annuaire statistique ;
- 2012 du secteur Mines .

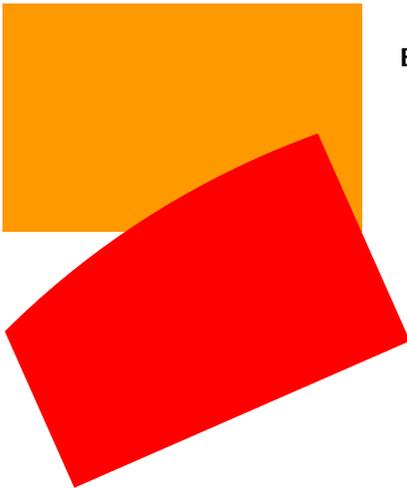
Ces activités réalisées en 6 mois ont été considérées comme spéciales par la CPS puisqu'elles n'étaient pas prises en compte dans la programmation de 2013.

Au titre des rencontres, le chef de l'Unité Informatique a suivi la formation sur le Windows server 2008 et exchange à Casablanca du 14 au 28 juin 2013.

Les chefs d'unité statistique et suivi-évaluation ont suivi la formation sur les indicateurs de performance et l'implantation de système de suivi-évaluation à Casablanca du 17 juin au 05 juillet 2013.

Une assistante de direction a bénéficié de la formation sur la maîtrise des outils bureautiques et TIC dans le métier d'assistant à Casablanca du 12 au 25 mai 2013.

Enfin le chef de l'unité planification a suivi la formation sur la planification opérationnelle et le contrôle projet à Casablanca du 06 au 24 mai 2013.



Les bonnes statistiques permettent d'élaborer et de mettre en œuvre les plans de développement au niveau sectoriel.



## ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

### AUTRES STRUCTURES

mées par un professeur d'université en 12 jours.

Au cours du deuxième trimestre et au titre des opérations spéciales, l'ODHD avec l'appui technique et financier du PNUD a participé aux travaux de finalisation et de validation du rapport national consolidé du Mali pour l'Agenda de développement post 2015 et intégrant les rapports de consultations des différents groupes.

Au titre des rencontres, l'ODHD a organisé le 31 mai 2013 l'atelier de validation des TDR de l'étude portant sur « Impacts de la crise politique et sécuritaire 2012 sur l'emploi ainsi que les types de résilience constatés au Mali ».

Financé sur budget ODHD/LCP, l'atelier a vu la participation des structures ci-après : MAHSPA, BM, DBG/MEFB, CT/CSLP, AFRISTAT, INSTAT, DOEF/ANPE, DNP, ISH, DNPSES, PNUD, ODHD/LCP, DNPD/MEFB, DNE, CAP Primature, FAFPA, PADEC, PACR, IER/ECOFIL, DNDS.

L'ODHD a participé à l'atelier de validation de l'annuaire statistique 2011 du MAHSPA. La rencontre qui s'est tenue du 18 au 24 avril 2013 dans la salle de conférence de la DNDS avait pour objet l'examen, l'amendement et la validation de l'annuaire. Financé sur budget du Département, l'atelier a vu la participation des services techniques du MAHSPA.

L'ODHD a enfin organisé la réunion de travail sur le « choix et l'élaboration des TDR du RNDH 2013 ».

Financé sur budget ODHD, la réunion a vu la participation des membres du comité scientifique de l'ODHD

Au titre des missions d'appuis, l'ODHD a bénéficié d'une formation sur l'analyse socio-anthropologique afin de renforcer les capacités de ses cadres en matière de recherche notamment la conduite et les étapes de l'analyse socio-anthropologique.

Réalisée en partenariat avec l'Institut des Sciences Humaines, les séances ont été ani-



Avec un meilleur usage de bonnes statistiques, on peut s'attendre à de bons résultats en matière de développement durable



## LES UTILISATEURS ET NOUS



**Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.**

### Points saillants de l'interview de Madame COULIBALY Salimata DIARRA du CNSC

Pour le deuxième numéro du bulletin de l'INSTAT, nous avons approché le Conseil National de la Société Civile (CNSC) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

Le CNSC utilise en général des statistiques dans les domaines démographique, économique, social et environnemental provenant de l'INSTAT, des CPS, des ministères, de l'UEMOA, de la Banque mondiale, des Nations UNIES, de la FAO, de l'OMS. Les statistiques utilisées sont les Agrégats (PNB, PIB, indices de pauvreté, indices des prix, etc.), les semi agrégats (rendement moyen, taux d'hospitalisation, etc.), et les données de base.

L'accès aux données se fait à partir des supports papier, électronique, le réseau local et Internet. La collecte est effectuée directement chez le producteur ou à défaut sous forme de courrier.

Le CNSC entretient avec l'INSTAT et les autres producteurs des relations de partenariat.

Pour le CNSC les données produites par l'INSTAT sont peu fiables. Elles doivent être beaucoup plus désagrégées pour répondre aux besoins des utilisateurs.

Les chiffres utilisés permettent d'étayer un argument ou une démonstration, d'informer ou de transmettre l'information vers des tiers.

Ils permettent également de comparer des situations dans le temps et l'espace, fixer des objectifs et de se projeter dans l'avenir.

Les données manquantes sont observées dans les secteurs de l'eau et assainissement, de l'environnement, de la sécurité alimentaire. Le CNSC aimerait disposer des statistiques fiables sur ces secteurs.

Le CNSC n'est pas satisfait des statistiques utilisées et propose que des enquêtes de base soient réalisées pour fournir des informations détaillées aux niveaux communal et local pour la prise de décisions à ces différents niveaux.

Le CNSC estime que les facteurs limitant l'utilisation des statistiques sont la non disponibilité à temps des données et le manque d'information sur la diffusion.

Il a besoin des données dans tous les domaines, compte tenu de son caractère transversal.

Le CNSC pense que l'INSTAT, pour rendre plus accessibles ses données doit faire connaître ses missions aux potentiels utilisateurs (HCCT, Assemblée Nationale, CESC ...); élaborer un plan de communication et mettre en place une politique de promotion et de diffusion des produits documentaires pour permettre au public de s'appropriier les informations statistiques.

Il est surtout intéressé par les ateliers. Les modalités de participation doivent être planifiées de commun accord. Les principaux sujets seront surtout d'ordre social et économique.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB  
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73

Fax : (+223) 20 22 71 45

E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

**Améliorer les résultats du développement est notre passion**



**Retrouvez-nous sur notre site:  
[www.instat.gov.ml](http://www.instat.gov.ml)**

### Directeur de publication

Seydou Moussa TRAORE

### Rédacteur en chef

Karamoko DIARRA

### Comité de rédaction

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Nouhouzo Samson DIARRA

### Distribution

Nouhouzo Samson DIARRA